

ACTES ADMINISTRATIFS

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Corignac

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 21 juillet 2025.

Fait à Corignac,

Karine LHERMITE,

Maire de la commune de Corignac

Date d'arrêt

21/07/2025

Pièce du PLU

0.1

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORIGNAC**

Nbre de conseillers en exercice : 11
Présents : 09
Votants : 09
Absents : 02

**Objet : Délibération prescrivant l'élaboration
Du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et les
modalités de concertation**

DELIBERATION n° 2022 – 07 - 05

Le 27 septembre 2022, à 18 heures 30, en la mairie de CORIGNAC se sont réunis les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués, sous la présidence de Madame LHERMITE Karine, Maire

Date de la convocation : 15 septembre 2022

Présents : Karine LHERMITE, Ludovic BOULIER, Monique GOURDET, Gérald ALBERT, Danielle ARCOBELLI, Cédric BOUYER, Annick GOURDET, Patrick BRET

Absent/excuse : Christophe BEAU, Martine BOISSEAU

Absent :

Le secrétariat a été assuré par Monique GOURDET

Madame le Maire rappelle les éléments suivants :

Il apparaît nécessaire de procéder à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour les motifs suivants :

- *Elaborer un document d'urbanisme compatible avec les évolutions législatives et réglementaire ainsi qu'avec les documents supra-communaux tels que le SCOT et le PCAET de Haute Saintonge ,*
- Développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle,
- Améliorer l'adéquation entre offre et demande en logements pour répondre aux besoins de la population existante et future,
- Valoriser le patrimoine bâti et le patrimoine naturel,
- Renforcer la protection des populations au regard de l'augmentation des risques dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique,
- Préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau

Il est précisé que conformément à l'article L. 103-2, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'une

concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Madame le maire propose aux membres du conseil municipal,

- Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (dite loi SRU) ;
- Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relatif à l'urbanisme et à l'habitat (dite loi UH) ;
- Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2) ;
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 relative à l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) ;
- Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (dite loi LAAF) ;
- Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles [L 101-1 à L 101-3](#), [L.103-2 à L 103-6](#), [L 151-1 et suivants](#), [L.153-1 et suivants](#) ;
- Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Haute Saintonge approuvé le 19 février 2020,
- Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Haute Saintonge approuvé le 24 mars 2021 ;

de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal afin de :

- Élaborer un document d'urbanisme compatible avec les évolutions législatives et réglementaires ainsi qu'avec les documents supra-communaux tels que le SCOT et le PCAET de Haute Saintonge ;
- Développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle ;
- Améliorer l'adéquation entre offre et demande en logements pour répondre aux besoins de la population existante et future,
- Diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels et réduire la part de logements vacants ;
- Soutenir les activités économiques du territoire ;
- Pérenniser et dynamiser les services et les commerces ;
- Prioriser l'urbanisation en densification du bourg notamment par la réhabilitation du bâti existant et l'évolution des formes urbaines ;
- Intégrer les effets du changement climatique dans les choix d'aménagements des espaces urbains ;
- Valoriser et préserver le patrimoine bâti et le patrimoine naturel ;
- Renforcer la protection des populations au regard de l'augmentation des risques dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique ;
- Promouvoir un aménagement urbain favorable à la santé, au bien-être des habitants et à la résilience du territoire ;
- Permettre un développement massif des énergies renouvelables, favoriser la performance et la sobriété énergétique ;
- Préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau ;
- Faciliter l'intermodalité, faciliter les déplacements durables et actifs, réduire les besoins de mobilité.

de fixer, conformément à l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation suivantes :

- Article dans le bulletin municipal,
- Registre de concertation disponible en mairie,
- panneau d'affichage en mairie pour présenter l'avancement de l'étude,

de décider, qu'à l'issue de la concertation, selon les articles [L 103-6](#) et [R 153-3](#) du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation sera établi par délibération du conseil municipal, au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

de demander, au Maire de solliciter auprès de M. le Préfet l'association des services de l'État et auprès du Président de la Communauté de Communes l'association des services de la collectivité, pour l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

de donner, tout pouvoir au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

de décider, que le document sera numérisé au format CNIG (conseil national d'information géographique) et que le maire le publiera sur le portail national de l'urbanisme ;

d'autoriser, le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

d'autoriser, le Maire, conformément à l'article [L 132-15](#) du Code de l'urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

de décider, que les dépenses afférentes à l'élaboration du document d'urbanisme seront inscrites en section d'investissement comme stipulé à l'article [L 132-16](#) du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article [L 153-11](#) du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de la Charente-Maritime ;
- au Président du Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine ;
- au Président du Conseil départemental de la Charente-Maritime ;
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président de la Communauté de Communes de la Haute Saintonge porteuse du schéma de cohérence territoriale ;
- au moins aux gestionnaires d'infrastructures ferroviaires ayant un passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du plan local d'urbanisme ;

Elle sera transmise pour information :

- au directeur du centre national de la Propriété forestière ;
- au directeur de l'Institut national de l'Appellation d'Origine ;
- aux maires des communes de l'espace de vie et des communes limitrophes ;
- aux établissements publics en charge des SCoT limitrophes du territoire.
- le représentant de l'ensemble des organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements sur le territoire.
- au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Charente-Maritime (CAUE 17)
- aux concessionnaires et aux gestionnaires des réseaux et des voiries ;
- et tout autre établissement ou organisme qu'elle jugera utile

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide, à la majorité, PAR VOTE à main levée 5 POUR, 4 CONTRE, 0 ABSTENTION d'entrer dans le groupement de commandes pour l'élaboration d'un PLU
- Autorise Mme le Maire pour :
 - L'instruction dudit dossier
 - Signer tous documents afférents à ce dossier.
 -

Conformément aux articles R. 153-20 et R 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré en Mairie, le 27 septembre 2022

Mme le Maire

K. LHERMITE



- Transmis au représentant de l'Etat le : 28/09/2022.
- Affiché le : 28/09/2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORIGNAC**

Nbre de conseillers en exercice : 10
Présents : 10
Votants : 10
Absents : 00

Objet : Elaboration du Plan Local
d'Urbanisme – Débat sur les orientations
générales du projet d'aménagement et de
développement durables (PADD)

DELIBERATION n° 2025 – 01 - 01

Le **27 janvier 2025** à 18 heures 30, en la mairie de CORIGNAC se sont réunis les membres du Conseil *Municipal*,
dûment convoqués, sous la présidence de Madame LHERMITE Karine, Maire

Date de la convocation : 16 janvier 2025

Présents : Karine LHERMITE, Monique GOURDET, Cédric BOUYER, Annick GOURDET, Gérald ALBERT, Ludovic BOULIER, Andy BOUDAUD, Patrick BRET, Danielle ARCOBELLI, Christophe BEAU

Le secrétariat a été assuré par Monique GOURDET

Madame le Maire rappelle que le Conseil Municipal a prescrit la révision du Plan local d'Urbanisme par
délibération en date du 22 septembre 2022

L'article 151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comprennent un Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD).

L'article L151-5 du code de l'urbanisme dispose que le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de
protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des
continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie,
le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement
commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public
de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-
3 et L. 141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs
mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités
territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L.
4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 4433-7 dudit code ou au dernier
alinéa de l'article L. 123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de
l'article L. 151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de
modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Lorsque le territoire du plan local d'urbanisme intercommunal comprend au moins une commune exposée au recul du trait de côte, les orientations générales mentionnées aux 1° et 2° du présent article prennent en compte l'adaptation des espaces agricoles, naturels et forestiers, des activités humaines et des espaces urbanisés exposés à ce recul.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du Conseil Municipal, au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de PLU.

Madame Le Maire détaille alors les orientations générales au projet de PADD en suivant le projet de ce document :

Axe 1 : Le développement valorisé

- La commune, soucieuse du cadre de vie de ses habitants s'attache à développer son économie, source d'emplois et à conforter le cadre de vie qui est son principal atout. Cela passe par le développement de sentiers et cheminements doux, tant pour les résidents que pour les touristes, mais également pour le maintien des équipements publics.

Axe 2 : L'identité rurale forte

- Le maintien, voire l'amélioration du cadre de vie des habitants de la commune est la priorité affichée de ce document. Cela passe notamment par un souhait d'accueillir de nouveaux habitants pour renouveler la population mais également par le fait de veiller à avoir une urbanisation responsable et respectueuse du cadre dans lequel elle s'inscrit. Développer de nouvelles formes d'habitat, limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles, préserver le paysage et les patrimoines, qu'ils soient naturels ou bâtis sont autant d'objectifs que se fixe la commune pour les années à venir.

Axe 3 : Le respect de la nature

- Consciente des phénomènes climatiques et des enjeux que ces derniers font peser sur les territoires, la commune s'engage pleinement pour lutter contre et s'adapte aux évolutions en cours. Cela passe notamment par des actions en faveur de la biodiversité et la préservation des ressources.

Après cet exposé, Madame le Maire déclare le débat ouvert :

Le conseil municipal

- S'exprime sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- Prend acte du Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- Autorise Madame le Maire à sursoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L424-1 du code de l'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuses l'exécution du futur PLU (conformément à l'article L153-11 du code de l'urbanisme)
- Les secteurs prioritaires seraient Le bourg, Piégut et Biraud

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexé le projet de PADD

La délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

La secrétaire

M. GOURDET



Fait à Corignac le 28 janvier 2025

Madame le Maire

K. LHERMITE



Transmis au représentant de l'Etat le : 30 JAN 2025

Affiché le 30 JAN 2025

Envoyé en préfecture le 22/07/2025
 Reçu en préfecture le 22/07/2025
 Publié le
 ID : 017-211701180-20250721-2025_05_07-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
 DU CONSEIL MUNICIPAL
 DE LA COMMUNE DE CORIGNAC**

Nbre de conseillers en exercice : 10
 Présents : 07
 Votants : 07
 Absents : 03

**Objet : Délibération arrêtant le projet
 de Plan Local d'Urbanisme de la
 commune de Corignac**

DELIBERATION n° 2025 – 05 - 07

Le 21 juillet 2025, à 18 heures 30, en la mairie de CORIGNAC se sont réunis les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués, sous la présidence de Madame LHERMITE Karine, Maire

Date de la convocation :

Présents : Karine LHERMITE, Danielle ARCOBELLI, Cédric BOUYER, Ludovic BOULIER, Andy BOUDAUD, Monique GOURDET, Annick GOURDET

Absents excusés : Christophe BEAU, Gérald ALBERT, Patrick BRET

Le secrétariat a été assuré par Monique GOURDET

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-1 et suivants, R. 151-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;

VU les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 16/12/2015 par délibération du conseil communautaire des Hautes Saintonge, et complété par une nouvelle délibération le 30/09/2016.

VU la délibération en date du 27 septembre 2022 par laquelle le conseil municipal de Corignac a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

VU la délibération du 27 janvier 2025 actant du débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil municipal ;

VU la concertation qui s'est déroulée durant l'élaboration du PLU ;

Envoyé en préfecture le 22/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 017-211701180-20250721-2025_05_07-DE

VU le bilan de la concertation tel qu'annexé à la présente délibération ;

VU l'entier dossier de projet de PLU tel qu'annexé à la présente délibération ;

I- CONTEXTE

Madame Le Maire rappelle les éléments de contexte dans lequel le PLU de Corignac a été initié : il s'agissait de développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle, d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande en logements, valoriser le patrimoine bâti et le patrimoine naturel, préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau.

Madame Le Maire indique que la décision d'arrêter le projet de PLU constitue une étape importante de la démarche d'élaboration dans la mesure où elle marque la fin des études et la formalisation du dossier constitué :

- ✓ D'un rapport de présentation,
- ✓ D'un PADD
- ✓ D'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- ✓ Des orientations d'aménagement et de programmation,
- ✓ Des annexes.

II – LES OBJECTIFS POURSUIVIS

Les objectifs poursuivis par la procédure d'élaboration du PLU tels que définis dans la délibération du 27 septembre 2022 sont les suivants :

- *Elaborer un document d'urbanisme compatible avec les évolutions législatives et réglementaire ainsi qu'avec les documents supra-communaux tels que le SCOT et le PCAET de Haute Saintonge ,*
- Développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle,
- Améliorer l'adéquation entre offre et demande en logements pour répondre aux besoins de la population existante et future,
- Valoriser le patrimoine bâti et le patrimoine naturel,
- Renforcer la protection des populations au regard de l'augmentation des risques dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique,
- Préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau
- Diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels et réduire la part de logements vacants ;
- Soutenir les activités économiques du territoire ;
- Pérenniser et dynamiser les services et les commerces ;
- Prioriser l'urbanisation en densification du bourg notamment par la réhabilitation du bâti existant et l'évolution des formes urbaines ;
- Intégrer les effets du changement climatique dans les choix d'aménagements des espaces urbains ;
- Promouvoir un aménagement urbain favorable à la santé, au bien-être des habitants et à la résilience du territoire
- Permettre un développement massif des énergies renouvelables, favoriser la performance et la sobriété énergétique ;
- Faciliter l'intermodalité, faciliter les déplacements durables et actifs, réduire les besoins de mobilité.

III. LES MODALITES D'ELABORATION DU PLU

Envoyé en préfecture le 22/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 017-211701180-20250721-2025_05_07-DE

Conformément au code de l'urbanisme les acteurs locaux et le public ont été associés tout au long de la démarche d'élaboration du projet.

□ Les Personnes Publiques Associées

Tout au long de la démarche, les personnes publiques associées (PPA), ont été sollicitées pour échanger et donner leur avis. A ce titre et en dehors du dialogue continu, 2 réunions plénières ont été organisées aux différentes étapes de la procédure.

□ Les Personnes Publiques Consultées

Au démarrage de la procédure, aucune personne publique n'a demandé à être associée à la démarche. Aucune réunion n'a été organisée.

IV. LA CONCERTATION PREALABLE ET SON BILAN

En application des articles R.153-3 et L.103-6 du code de l'urbanisme, la délibération qui arrête un projet de PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation.

IV a. Les modalités de concertation avec le public

Conformément aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, les modalités de concertation sont mises en œuvre durant toute la durée de l'élaboration du projet afin d'associer les habitants et les associations locales. Elles permettent au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la commune.

La concertation a été organisée suivant les modalités établies par la délibération du 27 septembre 2022 en Conseil Municipal et détaillées ci-après :

- Articles dans les bulletins municipaux
- Registre de concertation disponible en Mairie
- Panneau d'affichage en Mairie pour présenter l'avancement de l'étude

IV b. Le bilan de la concertation préalable

Les deux réunions publiques ont été prolifiques et ont rassemblé à chaque fois environ 40 personnes. Des 2 réunions organisées avec les PPA, il en ressort une seule demande de la Chambre d'Agriculture préconisant la création de zones agricoles aux vues des propriétaires inscrits à la PAC.

Concernant le registre des doléances en Mairie, notons que seulement 3 personnes ont émis des remarques.

Le bilan complet de la concertation publique est placé en annexe de la présente délibération.

V. LES ENJEUX DU CONTENU DU PLU

V.a. Le contenu du PLU

Le PLU comprend :

- un rapport de présentation comprenant notamment un diagnostic du territoire, l'explication des choix ou encore la justification de la compatibilité avec les documents de rang supérieur ;
- un Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui expose les grandes orientations retenues pour bâtir le projet d'aménagement du territoire (détaillées ci-après) ;
- un règlement applicable aux différentes zones du territoire communal, sous la forme de plans et d'un règlement écrit ;
- des orientations d'aménagement et de programmation qui précisent les orientations souhaitées ; elles sont thématiques (sur des sujets spécifiques) ou sectorielles (sur des secteurs de projets).
- des annexes.

Envoyé en préfecture le 22/07/2025
 Reçu en préfecture le 22/07/2025
 Publié le
 ID : 017-211701180-20250721-2025_05_07-DE

V.b. Les enjeux

- Doter la commune de Corignac d'un document d'urbanisme jusque-là absent, afin de pouvoir statuer sur les décisions à prendre.
- Définir des règles d'urbanisme pour éviter des constructions trop éloignées du centre bourg.
- Pouvoir décider des orientations à mener sur un long terme, et contenir le nombre d'habitants afin d'avoir une qualité de vie saine au sein de notre village rural.
- Inciter la population à adopter un mode de vie éco-responsable.

Après avoir entendu l'exposé de Madame Le Maire, il est proposé au conseil municipal :

DE CONFIRMER que la concertation menée dans le cadre de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme qui s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du conseil municipal du 27/09/2022.

DE TIRER le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Madame Le Maire, en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme et tel qu'il est annexé à la présente délibération.

D'ARRÊTER le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

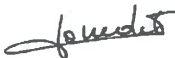
Conformément aux dispositions de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, le projet de PLU arrêté sera soumis pour avis aux services de l'État et aux personnes publiques associées à son élaboration, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

D'AUTORISER le Maire, ou son représentant, à conclure et signer tous actes et/ou documents afférents à la mise en œuvre de cette procédure et à procéder aux formalités nécessaires en vue de l'entrée en vigueur de la présente délibération ;

Conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un délai d'un mois en mairie.

Fait à. CORIGNAC, le 22 juillet 2025

Le secrétaire de séance
M. GOURDET



Madame Le Maire
K. LHERMITE




- Transmis au représentant de l'Etat le 22/07/2025
- Affiché le : 22/07/2025

